

Commission de Régulation de l'Energie
15, rue Pasquier
75379 Paris Cedex 05

Goncelin, le 24 mars 2016

Objet : Consultation publique ATRT6

Monsieur le Président de la Commission de Régulation de l'Energie,

La société SATMA PPC vous avait préalablement sollicité, notamment par l'intermédiaire du député de sa circonscription, Monsieur François BROTTES, pour vous faire part des anomalies relevées au sujet du NTR de notre site (votre réponse date du 27/02/2014).

Je constate avec satisfaction que vous avez depuis décidé de vous saisir de ce sujet, en reprenant une partie de nos observations. SATMA PPC reste directement intéressée par cette démarche, et je souhaite donc apporter sa contribution, ni confidentielle ni anonyme, aux questions 26 à 30 qui concernent le NTR.

Question 26 Etes-vous favorable à une refonte des NTR ?

Nous avons en effet constaté que sur l'artère du Grésivaudan, SATMA PPC est pénalisée par un NTR élevé (14) alors que les sites industriels nettement plus éloignés du réseau principal bénéficient d'un NTR inférieur.

De même, nous avons soulevé le fait que la distribution publique raccordée à quelques mètres de notre poste bénéficiait d'un NTR de 2 particulièrement avantageux et impliquant nécessairement un manque à gagner pour GRTgaz qui est répercuté sur les autres utilisateurs, sur la base du mécanisme permettant de couvrir le "revenu autorisé".

Nous sommes donc très favorables à une refonte des NTR dès lors qu'elle vise à corriger ces situations anormales.

Question 27 Etes-vous favorable aux principes de refonte des NTR proposés par la CRE ?

Nous partageons les deux premiers principes.

En revanche, la CRE a constaté que la recherche de la continuité lors de la fixation initiale des NTR avait conduit à des situations anormales aujourd'hui. Il serait donc regrettable que la CRE décide, pour les nouveaux NTR, de conserver le principe de la continuité, qui inévitablement conduira au maintien ou à la création de situations d'iniquité.

Question 28 Partagez-vous la préférence de la CRE pour la méthode 3 « nouveau calcul de tous les NTR en fonction de la distance au réseau principal et du diamètre des ouvrages pour TIGF, en excluant les hausses de NTR » ?

Nous sommes favorables à la méthode 3 qui nous semble la plus appropriée.

En revanche, nous estimons qu'un site pour lequel le calcul conduit à une hausse du NTR ne doit pas bénéficier d'un traitement de faveur durable car cela reviendrait à reporter sur les autres utilisateurs une partie de son coût (par la hausse du TCR). On peut d'ailleurs considérer qu'un tel site a déjà bénéficié jusqu'à maintenant d'un NTR trop bas et qu'à ce titre il a déjà été suffisamment avantage.

Nous proposons pour de tels sites une fixation du NTR cible sur la base des mêmes critères que tous les autres utilisateurs avec éventuellement des adaptations visant à rendre la modification progressive.

Question 29 Préférez-vous que le NTR maximal soit fixé à 8 ou bien à 12 ?

Nous préférons le plafonnement à 8, qui en réduisant le coût maximal (pour un nombre limité d'utilisateurs) peut avoir pour effet d'inciter l'installation de nouveaux utilisateurs sur les canalisations existantes.

A noter que l'une des deux sociétés présentes sur le site a cessé son activité en juin 2015, laissant libre une partie des locaux. Il n'est pas exclu que ces locaux soient à terme utilisés pour une nouvelle activité éventuellement consommatrice de gaz. Dans cette hypothèse, un moindre coût d'accès au réseau de GRTgaz serait un avantage et pourrait contribuer au maintien de l'activité industrielle du site et au maintien d'un débit sur la conduite du Grésivaudan qui a déjà été affecté par d'autres fermetures d'usine dans la vallée.

Question 30 Avez-vous d'autres remarques concernant la révision des NTR à l'étude ?

Nous suggérons que la valeur du NTR ne soit pas nécessairement arrondie, une valeur avec un chiffre après la virgule étant acceptable.

Nous estimons qu'une distribution publique de gaz et un site industriel raccordés à la même distance du réseau principal doivent bénéficier du même NTR. Dans le cas contraire, on pourrait considérer que l'industrie subventionne le développement des distributions publiques ce qui ne nous semble pas acceptable. Si une homogénéisation de la tarification au sein d'un PITD reste nécessaire, nous estimons que cela doit se faire par l'introduction d'un nouveau mécanisme dans le cadre du tarif ATRD.

Je vous prie de recevoir, monsieur le Président, mes plus respectueuses salutations.

Laurent Courbet
Directeur Général